



**TERRITOIRE
DE BELFORT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°90-2023-033

PUBLIÉ LE 14 MARS 2023

Sommaire

DDT 90 /

90-2023-03-13-00002 - Arrêté réglementaire permanent relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département du Territoire de Belfort (8 pages)

Page 3

Préfecture /

90-2023-03-14-00001 - modifiant la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (3 pages)

Page 12

DDT 90

90-2023-03-13-00002

Arrêté réglementaire permanent relatif à
l'exercice de la pêche en eau douce dans le
département du Territoire de Belfort

**ARRÊTÉ N°90-2023-03-
réglementaire permanent relatif à l'exercice de la pêche en eau douce
dans le département du Territoire de Belfort**

Le préfet du Territoire de Belfort

VU le règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.120-1, L. 436-1 à L. 436-16, et R. 436-3 à R. 436 - 65-8 et R.436-69 à R.436-79 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 15 février 2022 portant nomination du préfet du Territoire de Belfort, Monsieur Raphaël SODINI ;

VU l'arrêté ministériel du 8 décembre 1988 fixant la liste des espèces de poissons protégés sur l'ensemble du territoire national ;

VU l'arrêté ministériel du 14 février 2018 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain ;

VU l'arrêté du 10 mars 2020 portant mise à jour de la liste des espèces animales et végétales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain ;

VU l'arrêté du ministère de l'intérieur du 9 septembre 2021 portant nomination du directeur départemental des territoires du Territoire de Belfort, Monsieur Benoît FABBRI ;

VU l'arrêté préfectoral réglementaire permanent relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département du Territoire de Belfort n° 90-2019-12-19-004 du 19 décembre 2019 modifié par l'arrêté préfectoral n°90-2022-01-13-00001 du 13 janvier 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 90-2022-03-07-00012 du 7 mars 2022 portant délégation de signature à Monsieur Benoît FABBRI, directeur départemental des territoires du Territoire de Belfort ;

VU l'arrêté préfectoral n° 90-2022-03-18-00001 du 18 mars 2022 portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires du Territoire de Belfort ;

VU le cahier des charges approuvé par décision préfectorale le 22 juin 2022 pour l'exploitation du droit de pêche de l'État pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2027, dans le département du Territoire de Belfort ;

VU le plan de gestion national anguille (PGA) et son volet Rhône Méditerranée issus du règlement européen R (CE) n°1100/2007 du 18 septembre 2007 ;

VU la demande de Monsieur le Président de la Fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection des milieux aquatiques du Territoire de Belfort (FDAAPPMA), en date du 9 septembre 2022 ;

VU l'avis de l'Association interdépartementale des pêcheurs professionnels de la Saône, du Haut-Rhône et de Franche-Comté, en date du 2 octobre 2022 ;

VU l'avis de l'Office français de la biodiversité (OFB) en date du 23 septembre 2022 ;

VU les résultats de la mise à disposition du public du projet d'arrêté, du 8 février 2023 au 1^{er} mars 2023 inclus ;

CONSIDÉRANT la nécessité de préserver certaines espèces piscicoles, notamment en protégeant leur reproduction, en limitant leur prélèvement et en interdisant certaines techniques de pêche particulièrement dommageables ;

CONSIDÉRANT que l'anguille est une espèce en voie de disparition et qu'un plan de gestion national prévoit des mesures de sauvegarde de l'espèce,

CONSIDÉRANT l'état de faiblesse des populations de brochets dans le Territoire de Belfort, compte tenu de l'absence de zones de frayère ;

CONSIDÉRANT que le brochet est une espèce protégée selon l'arrêté du 8 décembre 1988, fixant la liste des espèces de poissons protégés sur l'ensemble du territoire national et que le brochet est inscrit sur liste rouge en tant qu'espèce vulnérable ;

CONSIDÉRANT que des travaux de restauration des frayères à brochet sont en cours sur la Bourbeuse, et qu'il y a lieu de renforcer la protection de cette espèce sur son bassin versant ;

CONSIDÉRANT l'état de conservation défavorable du sandre, en particulier sur la rivière « Bourbeuse », qui constitue son milieu préférentiel dans le département ;

CONSIDÉRANT l'état de faiblesse des populations de truites fario, sur l'ensemble du département, et qu'une gestion équilibrée nécessite un prélèvement adapté ;

CONSIDÉRANT l'état dégradé des populations de truite Fario sur les cours d'eau de la Savoureuse, du Rhône, de la Saint-Nicolas, de la Coeuvalte et de la Vendeline, et que la mise en place de réserves contribuerait à l'amélioration des peuplements sur ces cours d'eau ;

CONSIDÉRANT les indications d'augmentation de la présence du silure sur la rivière la Bourbeuse, la probabilité de concurrence du silure avec le brochet, voire de la prédation du brochet par le silure et l'état dégradé de la population de brochets qui ne s'est pas amélioré malgré les restrictions mises en place en 2018 en matière de pêche (no kill, restriction de la pêche au vif) ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de permettre la pêche au vif dans l'objectif de permettre de prélever des silures dans la Bourbeuse pendant la période d'ouverture de la pêche du brochet, jusqu'à ce que la Bourbeuse soit réhabilitée ;

CONSIDÉRANT que les vifs utilisés pour le silure sont moins attractifs pour le brochet, et qu'une sensibilisation des pêcheurs sur la pratique de ce mode de pêche sera effectuée par la fédération départementale des associations agréées de pêche et protection des milieux aquatiques, afin de limiter les risques de surmortalité de brochets pouvant selon le choix du vif et le site de pêche répondre à ce mode de pêche ;

SUR proposition de Monsieur le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture :

ARRÊTE

La réglementation de la pêche dans le département du Territoire de Belfort est fixée conformément aux articles suivants :

I. ESPÈCES DONT LE PRÉLÈVEMENT EST INTERDIT

ARTICLE 1^{er} :

Il est interdit de prélever les espèces mentionnées ci-après :

- Anguille,
- Écrevisse à pattes blanches, écrevisses à pattes rouges, écrevisses à pattes grêles,
- Ombre commun,
- Grenouilles autre que grenouilles vertes et grenouilles rousses,
- Black-bass en seconde catégorie piscicole.

En cas de capture accidentelle, tout individu doit être remis immédiatement à l'eau.

Le colportage, la vente, la mise en vente ou l'achat de la grenouille verte et de la grenouille rousse, qu'il s'agisse de spécimens vivants ou morts, **sont interdits en toute période** dans les conditions déterminées par les articles R.411-1 à R.411-18 du code de l'environnement.

Toutefois, les interdictions de colportage, vente et mise en vente et l'achat de spécimens vivants ou morts de grenouille rousse ne s'appliquent pas aux spécimens produits par les élevages (*arrêté du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain, protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection*).

II. TEMPS ET MESURES D'INTERDICTION

ARTICLE 2 : Périodes d'ouverture dans les eaux de 1^{ère} catégorie

La pêche est ouverte pendant les périodes fixées ainsi qu'il suit :

1^o **Ouverture générale :**

du 2^e samedi de mars au 3^e dimanche de septembre inclus.

2° **Ouvertures spécifiques :**

- Grenouille verte et grenouille rousse : du 3^e samedi de mai au 3^e dimanche de septembre inclus (**la pêche des autres espèces est fermée toute l'année**).
- Brochet : du dernier samedi d'avril au 3^e dimanche de septembre inclus.

ARTICLE 3 : Périodes d'ouverture dans les eaux de 2^e catégorie

La pêche est ouverte pendant les périodes fixées ainsi qu'il suit :

1° **Ouverture générale :**

du 1^{er} janvier au 31 décembre.

2° **Ouvertures spécifiques :**

- Brochet : du 1^{er} janvier au dernier dimanche de janvier, et du dernier samedi d'avril au 31 décembre, sauf sur la « Bourbeuse » selon les restrictions suivantes :
 - Sur l'intégralité du cours d'eau la « Bourbeuse », de la confluence Saint-Nicolas / Madeleine jusqu'à sa confluence avec l'Allaine et le canal du Rhône au Rhin : **le prélèvement du brochet est interdit toute l'année**.
- Sandre : du 1^{er} janvier au dernier dimanche de janvier, et du 1^{er} juin au 31 décembre.

En cas de capture accidentelle de brochet ou de sandre, en dehors des périodes où la pêche est autorisée, ou sur les secteurs où leur prélèvement est interdit, la remise à l'eau se fera immédiatement avec le plus grand soin.

- Salmonidés : du 2^e samedi de mars au 3^e dimanche de septembre, en dehors de la truite arc-en-ciel dont la pêche est ouverte toute l'année.
- Grenouille verte et grenouille rousse : du 3^e samedi de mai au 31 décembre (la pêche des autres espèces est fermée toute l'année).

La pêche à la ligne est interdite dans les canaux du domaine public lorsque le niveau d'eau est abaissé de plus d'un mètre.

ARTICLE 4 : Heures d'interdiction

La pêche à la ligne ne peut s'exercer plus d'une demi-heure avant le lever du soleil, ni plus d'une demi-heure après son coucher.

ARTICLE 5 : Espèces exotiques envahissantes

En cas de capture, les espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union européenne et susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques **devront être détruites et obligatoirement transportées mortes** :

- **poissons** : Goujon de l'Amour (*Perccottus blenii*), Perche soleil (*Lepomis gibbosus*), Pseudorasbora (*Pseudorasbora parva*) ;

- **écrevisses** : écrevisse américaine (*Faxonius limosus*), écrevisse à pinces bleues (*Orconectes virilis*), écrevisse de Californie (*Pacifastacus leniusculus*), écrevisse de Louisiane (*Procambarus clarkii*), écrevisse marbrée (*Procambarus fallax*).

ARTICLE 6 : Pêche de la carpe de nuit

Pour les pêcheurs amateurs aux lignes, la pêche de la carpe peut être pratiquée à toute heure de la nuit, du 1^{er} janvier au 31 décembre inclus dans les parties de cours d'eau et canaux de 2^e catégorie suivants :

Cours d'eau / canaux	Limite amont	Limite aval	Rives concernées	Longueur
Canal du Rhône au Rhin (écluses 3S à 7S)	Écluse n°3S à Montreux-Château	Écluse n°7S à Bourogne	Rive droite et rive gauche	9,37 km
Bourbeuse	Ligne électrique proche de la STEP	Pont en aluminium de la piste cyclable	Rive droite et rive gauche	1,4 km

La pêche se pratique uniquement à l'aide d'esches d'origine végétale, de bouillettes et de pellets, depuis les berges, et à 4 cannes maximum. Pendant la période comprise entre une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever, aucune carpe capturée par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peut être maintenue en captivité ou transportée. La pêche de la carpe se pratique en NO-KILL.

En cas de capture d'autres espèces de poissons, celles susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques (article R.432-5 du code de l'environnement : poisson chat et perche soleil...) devront être détruites et obligatoirement transportées mortes, les autres espèces devront être immédiatement remises à l'eau avec la plus grande précaution, tant lors de la manipulation que lors de la remise à l'eau.

III. TAILLES MINIMALES DES POISSONS ET GRENOUILLES

ARTICLE 7 :

La taille minimum de capture des salmonidés est fixée à

- **30 cm pour la truite Fario** ;
- 25 cm pour les autres salmonidés.
- La taille minimale de capture du Brochet, dans les eaux de 1^{re} et de 2^e catégorie, est fixée à 60 cm ;
- La taille minimale de capture du Sandre, dans les eaux de 2^e catégorie, est fixée à 50 cm ;
- La taille minimale de pêche de la grenouille verte ou rousse est fixée à 8 cm, mesurée du bout du museau au cloaque.

IV. NOMBRE DE CAPTURES AUTORISÉES

ARTICLE 8 :

Parcours de graciation toutes espèces

Sur le secteur de la Bourbeuse, en rive droite et en rive gauche, à Bourogne, de la ligne électrique traversant la rivière et proche de la station d'épuration, à la passerelle aluminium de la piste cyclable, tout poisson capturé doit être remis à l'eau immédiatement.

Limitation des captures de salmonidés

Le nombre de captures de salmonidés autorisé par pêcheur aux lignes et par jour, est fixé à **six, dont trois truites fario maximum.**

Limitation des captures de carnassiers

Le nombre de captures de carnassiers autorisé par pêcheur aux lignes et par jour, est fixé à **un** (brochet **ou** sandre), **sauf sur la Bourbeuse où la capture du brochet est interdite.**

V. PROCÉDÉS ET MODES DE PÊCHE AUTORISÉS

ARTICLE 9 :

Dans les eaux de la 1^{re} catégorie, le nombre de lignes autorisées par pêcheur est limité à un, ainsi que six balances et la vermée.

Dans les eaux de la 2^e catégorie, le nombre de lignes autorisées par pêcheur est limité à quatre, ainsi que six balances, la vermée, l'emploi de la bouteille, de la carafe en verre et du baril pour la pêche des vairons et autres poissons, d'une capacité de 2 litres maximum.

Dans les eaux classées en 2^e catégorie, pendant la période du dernier dimanche de janvier au dernier samedi d'avril exclus, la pêche au vif, au poisson mort ou artificiel, à la cuillère et autres leurres susceptible de capturer le brochet de manière non accidentelle, **est interdite**, à l'exception de la pêche à la mouche artificielle.

Sur le secteur de la Bourbeuse, en rive droite et en rive gauche, à Bourogne, de la ligne électrique traversant la rivière et proche de la station d'épuration, à la passerelle aluminium de la piste cyclable :

- **la pêche au vif est interdite toute l'année ;**
- **seul l'emploi d'hameçons sans ardillon est autorisé.**

VI. INTERDICTION DE PÊCHE

ARTICLE 10 : Réserves

Des réserves temporaires de pêche sont mises en place sur les sections de rivières désignées ci-dessous. Toute pêche est interdite à quelque époque que ce soit dans ces parties de cours d'eau. Des panneaux de signalisation fixant les limites amont et aval seront implantés par les détenteurs des droits de pêche.

Cours d'eau concernés	Communes	Limite amont	Limite aval	Interdiction jusqu'au
Savoureuse	Sermamagny	Pont de la RD 465	Confluence avec le Verboté	31 décembre 2027
Coeuvatte	Courcelles	Frontière Suisse	Limite communale avec Florimont	31 décembre 2027
Vendeline	Réchésy	Frontière Suisse	Pont de l'ancien Moulin	31 décembre 2027
Saint Nicolas	Angeot	Limite communale de Lachapelle-sous-Rougemont	Limite communale de Vauthiermont	31 décembre 2027
Rhône	Auxelles-Haut	Lieu-dit « Rièrè les scies »	Lieu-dit « le village »	31 décembre 2027

VII. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES AU DOMAINE PUBLIC DE L'ÉTAT

ARTICLE 11 :

Sur le domaine public de l'État, toute pêche est rigoureusement interdite :

- depuis les rives dès lors que celles-ci sont équipées d'installations portuaires de commerce ou de plaisance ;
- à partir des barrages et des écluses ainsi que sur une distance de 50 m en aval de l'extrémité de ceux-ci, à l'exception de la pêche à l'aide d'une ligne. En outre, la pêche aux engins et aux filets est interdite sur une distance de 200 m en aval de l'extrémité de tout barrage et de toute écluse (article R.436-71 du code de l'environnement). Les clauses du cahier des charges relatif à l'exploitation du droit de pêche de l'État sont applicables.

VIII. EXÉCUTION DU PRÉSENT ARRÊTÉ

ARTICLE 12 : Abrogation

Le présent arrêté abroge l'arrêté réglementaire permanent relatif à l'exercice de la pêche en eau douce dans le département du Territoire de Belfort, N° 90-2019-12-19-004 du 19 décembre 2019 ainsi que l'arrêté modificatif N° 90-2022-01-13-00001 du 13 janvier 2022.

ARTICLE 13 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Territoire de Belfort. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent à compter du lendemain du jour de sa publication.

Une copie du présent arrêté sera transmise au président de la fédération départementale de la pêche et de la protection des milieux aquatiques (FDAAPPMA), à la cheffe du service départemental de l'office français de la biodiversité (OFB), au chef du service des voies navigables de France (VNF), au groupement de gendarmerie, ainsi qu'au maire des communes du département du Territoire de Belfort pour affichage.

ARTICLE 14 :

Le directeur départemental des territoires ainsi que tous les agents assermentés sont responsables, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Fait à Belfort, le 13 MARS 2023

Pour le préfet, et par délégation,
le directeur départemental des territoires

Benoît FABBRI

Délais et voies de recours : la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- soit d'un recours gracieux auprès du Préfet du Territoire de Belfort.
- soit d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires ;

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite du recours formé. Un rejet est considéré comme implicite au terme du silence de l'administration gardé pendant deux mois.

- soit directement d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Besançon.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Préfecture

90-2023-03-14-00001

modifiant la composition du conseil
départemental de l'environnement et des
risques sanitaires et technologiques

ARRÊTÉ n°
modifiant la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques
sanitaires et technologiques (CODERST).

Le préfet du Territoire de Belfort

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L. 1416-1 et R. 1416-1 à R. 1416-6,

VU le code de l'environnement,

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles R. 133-3 et suivants,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition des diverses commissions administratives et notamment ses articles 8 et 9,

VU le décret du 1^{er} octobre 2021 nommant monsieur Renaud NURY en qualité de secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort,

VU le décret du 15 février 2022 nommant Raphaël SODINI en qualité de préfet du Territoire de Belfort,

VU l'arrêté préfectoral n° 2010131-0005 du 11 mai 2010 portant création du CODERST,

VU l'arrêté préfectoral n° 90-2022-03-07-00001 du 7 mars 2022 portant délégation de signature à monsieur Renaud NURY, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort ;

VU l'arrêté préfectoral n° 90-2022-05-31-00001 du 31 mai 2022 fixant la composition du CODERST,

VU le courrier électronique du conseil départemental du 23 février 2023 proposant la désignation de madame Sophie PLAWINSKI directrice générale adjointe Territoire au conseil départemental en remplacement de madame Karine CISZOWSKI pour siéger au sein du CODERST ;

SUR proposition de monsieur le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture

ARRÊTÉ

ARTICLE 1^{er}: l'arrêté n° 90-2022-05-31-00001 du 31 mai 2022 dans son article 2 est modifié comme suit :

C – 3^{ème} collège : 9 représentants d'associations agréées de consommateurs, de pêche et de protection de l'environnement, des professionnels et des experts

c) 3 experts

- Madame Sophie PLAWINSKI, directrice générale adjointe Territoire au conseil départemental du Territoire de Belfort, *titulaire*,
- Madame Stéphanie VERNIER, directrice de l'agriculture, de l'environnement, du risque et du développement durable au conseil départemental, *suppléante*,

- Madame la cheffe du service départemental de l'Office français de la biodiversité ou son représentant,

- Madame Marie-Laure SCHNEIDER, titulaire,
- Madame Elisabeth VIELLARD, suppléante,
- Représentantes des architectes,

ARTICLE 2: l'arrêté n° 90-2022-05-31-00001 du 31 mai 2022 dans son article 3 est modifié comme suit :

3) Trois représentants d'associations et d'organismes du 3^{ème} collège dont un représentant d'association de consommateurs et un représentant de la profession du bâtiment

Un représentant d'association de consommateurs

- Madame Michèle GREIF, titulaire
- Monsieur Pascal MEYER, suppléant

Un représentant de la profession du bâtiment

- Madame Marie-Laure SCHNEIDER, titulaire,
- Madame Elisabeth VIELLARD, suppléante,
- Représentantes des architectes,

Un représentant du service environnement du conseil départemental

- Madame Sophie PLAWINSKI, *titulaire*,
- Madame Stéphanie VERNIER, *suppléante*.

Le reste de l'arrêté est sans changement.

ARTICLE 3 : Monsieur le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Territoire de Belfort, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté, le directeur départemental des territoires, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations et le délégué territorial de l'agence régionale de santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat du Territoire de Belfort et notifié à chacun des membres du CODERST.

Fait à Belfort, le **14 MARS 2023**
Pour le préfet et par délégation
le sous-préfet, secrétaire général



Renaud NURY